

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 15/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MCC (ex EXPRIM)

18 Rue de la Fontaine Chaude
78660 Ablis

Code AIOT : 0006510717

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement MCC (ex EXPRIM) implanté 18, Rue de la Fontaine Chaude ZA Ouest 78660 Ablis. L'inspection a été annoncée le 26/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MCC (ex EXPRIM)
- 18, Rue de la Fontaine Chaude ZA Ouest 78660 Ablis
- Code AIOT : 0006510717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MCC est spécialisée dans l'impression d'étiquettes par héliogravure (impression en creux). Les étiquettes sont destinées à être apposées sur des contenants de produits alimentaires, en particulier sur des bouteilles d'eau minérale.

Les produits entrant dans le cycle d'impression sont essentiellement inflammables ou combustibles :

- des bobines de film de polypropylène à imprimer et imprimées ;
- des encres ;
- un diluant pour les encres, l'acétate d'éthyle.

Les principaux enjeux du site sont liés aux émissions atmosphériques de COV (solvants et encres) et au risque incendie.

Le site d'Ablis emploie environ 25 personnes.

Les activités du site relevant notamment du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques), elles sont soumises à la directive IED et doivent prendre en compte les meilleures techniques disponibles (MTD). Le dossier de réexamen IED, déposé suite à la parution de la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les nouvelles MTD, est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Les suites données à l'inspection précédente en date du 30/03/2022 ;
- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
3	Besoins en eau	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.6.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
9	Exutoires des rejets atmosphériques et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
10	Dispositions	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Lettre	Demande de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	générales sur les rejets atmosphériques	du 03/12/2007, article 3.2.1	de suite préfectorale	justificatif à l'exploitant	
11	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 9.2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Modification des installations	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46-II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Réserve de produits	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 2.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Respect VLE rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 4.3.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Registres relatifs à l'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 5.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre les actions correctives engagées faisant suite à la dernière inspection de mars 2022, notamment en ce qui concerne :

- la mise à jour du plan des zones à risques du site, avec l'intégration du zonage ATEX et des autres risques au plan général représentant les risques ;
- la vérification du débit disponible dans les poteaux incendie à proximité du site, fonctionnant en simultané ;
- s'assurer que les produits susceptibles d'engendrer une pollution des sols et des eaux sont placés sur des rétentions adaptées (notamment au niveau de la cuve de fioul et du GRV

- placé à l'extérieur du local encres et solvants ;
- le fonctionnement de l'oxydateur thermique et les actions correctives prévues en cas de panne ou dysfonctionnement de l'oxydateur, au niveau notamment du fonctionnement des imprimeuses ;
- les conditions de rejet de la laveuse (émissions diffuses et canalisées) ;
- la périodicité de réalisation de l'autosurveillance des rejets atmosphériques.

Par ailleurs, compte tenu des évolutions du site suite au dépôt du dossier de régularisation en 2019 et du dossier de réexamen IED en 2021, l'exploitant doit transmettre à l'inspection un dossier de porter à connaissance prenant en compte ces évolutions afin que la procédure plus adaptée au traitement des modifications puisse être poursuivie ou engagée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre les risques explosion et incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"Absence de plan présentant les zones de danger."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article 7.2.2:</p> <p>"L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 03/09/2025, l'exploitant précise à l'équipe d'inspection :</p>

- Avoir passé commande pour la mise à jour du zonage ATEX du site, auprès d'une société spécialisée (Socotec). Il présente le bon de commande n° 11052381 du 02/09/2025 pour la détermination du zonage ATEX du site.
- Avoir mis en place un renforcement des formations sur le risque d'explosion (ATEX) pour le personnel
- Avoir intégré ce risque dans le plan de prévention et généralisé le permis feu lors de l'intervention d'entreprises extérieures.

L'exploitant indique que le plan des zones de danger pourra être établi à la suite de ce zonage.

Lors de la visite des installations le 03/09/2025, l'équipe d'inspection constate qu'au niveau de la zone de la laveuse, dans le local encres et solvants est présent un affichage indiquant que la zone est ATEX.

Par courriel du 01/10/2025, l'exploitant indique que la société Socotec serait présente le 07/10/2025 pour la mise à jour du zonage ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La non-conformité relevée le 30/03/2022 est maintenue.

L'exploitant doit établir le plan prévu à l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2007 susmentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.5
Thème(s) : Autre, Prévention des risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"Le plan du site ne fait pas apparaître l'ensemble des informations visées à l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/12/2007."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article 7.7.5:</p> <p>Un plan schématique, conforme à la norme NE S 60-302, comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité, doit être apposé.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente le plan schématique de sécurité incendie n°VC12388884, établi par la société Eurofeu le 28/08/2024.</p> <p>L'équipe d'inspection constate par sondage que ce plan comporte :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'emplacement des locaux techniques et stockages dangereux (local électrique, les lignes de découpe, les lignes d'impression, la zone de stockage de peintures) ;- l'emplacement des dispositifs de coupure de fluides (coupure électrique basse tension, coupure gaz)- les commandes d'équipements de sécurité (commande désenfumage, emplacement des extincteurs, déclencheur d'alarme incendie). <p>Lors de la visite des installations le 03/09/2025, l'équipe d'inspection constate que le plan général schématique de sécurité incendie est apposé à l'entrée de la zone des bureaux.</p> <p>Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection considère que l'exploitant a apporté les éléments de réponse concernant la non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Besoins en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre l'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/10/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"La fréquence de contrôle annuelle des poteaux incendie n'a pas été respectée."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article</p> <p>Art 7.7.3 : « L'établissement doit disposer de ressources en eau suffisantes et d'une fiabilité contrôlée.</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• le réseau d'adduction d'eau fournit au moins 180 m3/h d'eau sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, <p>[...]</p> <p>Les 2 poteaux d'incendie sont implantés en respectant les distances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 mètres au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par les chemins praticables par deux sapeurs-pompier tirant un dévidoir,• 150 mètres au maximum entre chaque hydrant par les voies de desserte,• 5 m au plus du bord de la chaussée. <p>Les moyens de défense extérieure contre l'incendie de l'établissement doivent être réceptionnés dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours.</p> <p>S'il s'agit de nouveaux hydrants, l'exploitant fournit à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de Versailles une attestation délivrée par l'installateur de poteaux ou des bouches d'incendie faisant apparaître la conformité à la norme NF S 62-200 et précisant :</p> <ul style="list-style-type: none">• le débit minimal de l'appareil (ou simultané des appareils),• les pressions (statiques, dynamiques). <p>Un exemplaire de ce document doit être transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.</p>

Les besoins en eau nécessaires au fonctionnement des moyens de secours privés pourront être pris en alimentation directe sur le réseau d'adduction d'eau, sous réserve que le Service Départemental d'Incendie et de Secours dispose d'un débit de 180 m³ d'eau par heure en cas de sinistre. »

Constats :

L'exploitant présente :

- un plan avec l'emplacement des trois poteaux incendie les plus proches de son installation (poteaux communaux), référencés : 7800300028, 7800300029 et 7800300030.
- un rapport annuel de contrôle des poteaux incendie, établi par la société CDA le 28/10/2024 pour le compte de la ville d'Ablis. Ce rapport indique que le poteau 7800300029 est indisponible, le rapport indique "non conforme, hydrant déposé ou en travaux). L'organisme ayant effectué la vérification recommande le renouvellement de ce poteau. Les poteaux 7800300028 est relevé comme conforme et le poteau 7800300030 est relevé comme disponible mais non conforme car le volume de dégagement est insuffisant (moins de 50 cm autour du poteau).
- un rapport annuel de contrôle des poteaux incendie, établi par la société CDA le 01/04/2025 et mis à jour le 26/05/2025, indiquant que le poteau 7800300029 a été renouvelé et est désormais conforme. La vérification de 2025 n'a concerné que les poteaux impairs.

L'exploitant précise ne pas avoir réalisé de test de fonctionnement des poteaux en simultanée afin de vérifier si le débit de 180 m³/h prescrit par l'arrêté préfectoral du 03/12/2007 susmentionné est disponible.

Par courriel du 01/10/2025, l'exploitant précise avoir reçu un devis pour le contrôle simultané des 2 poteaux incendie les plus proches et qu'une commande serait passée dans la semaine même de l'envoi du message.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 est ainsi maintenue. L'exploitant doit réaliser un contrôle des poteaux incendie à proximité de son établissement afin de vérifier que le débit de 180 m³/h est disponible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/10/2022
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"Le rapport de contrôle du dispositif de détection et d'extinction automatique associé à la machine 8NGV indique que ce dispositif est hors-service. L'exploitant n'a pas présenté les justificatifs de réparation."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article 7.7.3 : « L'établissement doit disposer de ressources en eau suffisantes et d'une fiabilité contrôlée.</p> <p>Au niveau des imprimeuses, les moyens de détection et de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent :</p> <ul style="list-style-type: none">• des moyens fixes de détection de flamme judicieusement répartis à proximité des postes de préparation des encres, des circuits de transport de solvant, des rotatives, des postes de nettoyage du matériel, des zones de stockage de papier et de solvant. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits ou matériaux concernés ;• des dispositifs d'extinction automatique ou manuels appropriés répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles ;• tout autre moyen de détection ou d'extinction jugé adéquat. Leur position, capacité et nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant et au besoin en conformité avec les règles professionnelles d'usage. <p>[...]</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• les imprimeuses sont équipées d'un système d'extinction au CO2, <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. <p>[...]"</p>
Constats : <p>L'exploitant présente les documents suivants associés à la vérification des dispositifs de détection incendie de son établissement :</p>

<p>- Facture relative au contrôle le 21/07/2025 de 8 firetrex par la société Eurofeu. L'exploitant précise que la machine 8NGV fait partie des 8 équipements ayant cette extinction au CO₂. Aucune non-conformité n'est relevée dans le document présenté.</p> <p>- Facture relative au contrôle le 06/01/2025 des extincteurs et remplacement des extincteurs le 01/09/2025.</p> <p>- Vérification des alarmes incendie le 07/08/2025 (bon d'intervention n°2055807 de la société Chubb Delta). Le contrôle indique que le système fonctionne en totalité au moment de la vérification.</p> <p>Compte-tenu des éléments susmentionnés, l'équipe d'inspection considère que l'exploitant a apporté les éléments de réponse à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022.</p> <p>Toutefois, lors de la visite des installations le 03/09/2025, l'équipe d'inspection constate la présence d'une zone de stockage de bobines dans une structure modulaire à proximité immédiate du bâtiment principal du site. Cette zone n'a pas de détection incendie ni d'extincteurs à proximité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une détection incendie ainsi que des extincteurs à proximité de la zone de stockage de bobines proche au bâtiment principal.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Réserve de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"L'exploitant n'a pas identifié les produits ou matières consommables utilisés pour assurer la protection de l'environnement (produits absorbants, produits de neutralisation, filtres, pièces de rechange pour l'oxydateur, sondes de rechange ...). En cas de besoin et/ou de dysfonctionnement, la disponibilité de ces éléments n'est pas garantie."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article 2.2.1</p> <p>"L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants..."</p>
Constats : <p>L'exploitant précise que l'instruction n°SECUITxxA (créée le 17/01/2023 et approuvée le 14/02/2024) relative à la conduite à tenir en cas de déversement de produits dangereux a été mise en place, et que des kits de déversement ont été mis en place sur le site.</p> <p>En ce qui concerne l'oxydateur, l'exploitant précise que la maintenance est effectuée par une société extérieure, mais que des pièces sont disponibles dans le local maintenance pour permettre des interventions simples en cas de besoin.</p> <p>Lors de la visite des installations le 03/09/2025, l'équipe d'inspection constate par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none">• la présence de ces kits de déversement :<ul style="list-style-type: none">◦ dans le local d'encre et solvants ;◦ dans la zone d'impression, avec un guide concernant la procédure en cas de déversement affiché à proximité.◦ à proximité de la cuve de fioul.• la présence dans le local maintenance de pièces pour des interventions sur l'oxydateur :<ul style="list-style-type: none">◦ une caisse avec du matériel pur l'épurateur◦ 2 sondes acétate pour la détection. <p>Compte-tenu des éléments présentés par l'exploitant et des constats lors de la visite des installations le 03/09/2025, l'équipe d'inspection considère que l'exploitant a apporté les éléments de réponse concernant la non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 7.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution aqueuse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u> " Deux GRV sont stockés hors rétention dans le local encres et solvants. La cuve de fioul, équipée d'une double peau sans alarme de détection de fuite, est associée à une rétention de capacité insuffisante. " <u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u> Article 7.6.5 "Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir ; - 50% de la capacité des réservoirs associés.[...]"
Constats : Lors de la visite des installations le 03/09/2025, l'équipe d'inspection constate qu'un GRV contenant, selon l'exploitant, de l'eau souillée qui partira en tant que déchet, est stocké à l'extérieur du local encres et solvants sans rétention. En ce qui concerne la cuve de fioul de 1,5 m3, l'équipe d'inspection constate lors de la visite des installations que cette cuve est installée dans le local de stockage des cylindres et que la rétention n'est pas suffisante pour le volume stocké. L'exploitant précise qu'il envisage le remplacement de cette cuve par une cuve de 1000 L à double paroi avec alarme de détection de fuite, sous un délai d'environ 6 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 est ainsi maintenue. L'exploitant doit s'assurer que le GRV contenant des eaux souillées stocké à l'extérieur du local encres et solvants est sur rétention. L'exploitant doit s'assurer que la cuve de fioul est associée à une capacité de rétention suffisante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Respect VLE rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution aqueuse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"Le dernier rapport de contrôle de la qualité des eaux pluviales relève un dépassement en concentration de DCO et l'exploitant n'a pas procédé à la recherche des causes de ce dépassement. Il conviendrait de :</p> <ul style="list-style-type: none">• prélever simultanément un échantillon d'eau au niveau du conduit de rejet surélevé et directement au niveau du bassin pour identifier l'impact de la végétation sur la qualité du rejet ;• procéder à l'entretien du bassin et s'assurer du bon état du liner. " <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article 4.3.9 : « La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 3 750 m². L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) MES : 30mg/l DCO : 50 mg/l HTC totaux : 5 mg/l »</p>
Constats : <p>L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport de contrôle des rejets d'eaux pluviales réalisé par la société Sypac le 23/07/2025.</p> <p>L'équipe d'inspection remarque par sondage que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le laboratoire Sypac est agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les analyses en eau résiduaire des paramètres : matières en suspension (MES), demande chimique en oxygène (DCO) et indice hydrocarbure (code sandre 7007), vérification sur le site https://labeau.ecologie.gouv.fr/ le 15/02/2026.• pour la demande chimique en oxygène (DCO), le rapport relève 20,5 mgO₂/L, pour une valeur limite d'émission (VLE) de 50 mgO₂/L fixée par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2007 susmentionné.• pour les matières en suspension (MES), le rapport relève 6 mg/L, pour une valeur limite d'émission (VLE) de 30 mg/L fixée par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2007 susmentionné.• pour l'indice hydrocarbures, le rapport relève une concentration inférieure à 0,1 mg/L, pour

une valeur limite d'émission (VLE) de 5 mg/L fixée par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2007 susmentionné pour les hydrocarbures totaux.

- le rapport ne comporte aucun commentaire et aucune précision quant à la dernière pluie.
- l'exploitant a procédé à la déclaration de l'autosurveillance des eaux pluviales dans la plateforme GIDAF pour l'année 2025.

Lors de la visite des installations le 03/09/2025, l'équipe d'inspection constate que le liner de la rétention est en bon état apparent et que le bassin n'a pas une quantité importante de végétation.

Compte-tenu des résultats de l'autosurveillance des eaux pluviales réalisée pour l'année 2025 au 23/07/2025 susmentionnés, l'inspection considère que l'exploitant a répondu à la non-conformité relevée le 30/03/2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à ce que le rapport d'analyse des eaux pluviales mentionne les conditions de prélèvement, par exemple, précision sur la date de la dernière pluie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registres relatifs à l'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 5.5
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets produits sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"Le registre des déchets ne recense pas l'ensemble des installations dans lesquelles les déchets ont été entreposés, reconditionnés, transformés ou traités. Les numéros des BSD ainsi que les codes déchets (en particulier « * ») doivent être correctement renseignés. L'exploitant transmettra l'extraction des données 2022 issues de Trackdéchet"</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article 5.5 :</p> <p>"L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient. Ce registre contient a minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement fixant la nomenclature des déchets,- la date d'enlèvement,- le tonnage des déchets,- le numéro du bordereau de suivi des déchets émis,- la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et H-B de la directive 75/442/CE du 15 juillet 1975,- le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale,- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités,- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R. 541-49 à R. 541-614 du Code de l'Environnement relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets,- la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale,- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R. 541-49 à R. 541-61 du Code de l'Environnement. <p>Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est conservé pendant une durée minimale de cinq ans."</p>

Constats :

L'exploitant précise que le registre papier est tenu uniquement pour les déchets non dangereux à présent, les déchets dangereux étant gérés via l'outil Trackdéchets.

Un reporting des tonnages de déchets non dangereux est fourni par les sociétés (Veolia et Paprec) assurant le traitement des déchets. Par courriel du 01/10/2025 l'exploitant présente :

- la liste des quantités enlevées du 01/01/2025 au 31/08/2025 (tableau excel émis par Paprec recyclage). L'inspection remarque que cette liste ne mentionne pas le code déchet des déchets enlevés , mais fait référence au numéro de bordereau d'enlèvement.
- une fiche d'information préalable à l'admission des déchets mise à jour le 25/09/2025 indiquant que les déchets pris en charge dans ce cadre par la société Veolia sont des emballages commerciaux avec code déchets 20 01 01 (déchets de papier et carton).

L'équipe d'inspection constate en consultant l'outil Trackdéchets que l'exploitant dispose d'un compte trackdéchets et qu'en 2025 des bordereaux de suivi de déchets ont été émis via Trackdéchets pour le traitement de déchets dangereux. La transmission de l'extraction 2022 n'est plus nécessaire, l'inspection étant en mesure de consulter cette extraction depuis Trackdéchets.

Compte-tenu des éléments susmentionnés, l'équipe d'inspection considère que l'exploitant a apporté des éléments de réponses relatifs à non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exutoires des rejets atmosphériques et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.2											
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique											
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022											
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"L'oxydateur est en panne depuis le 16 mars 2022. Le fonctionnement des imprimeuses n'est pas asservi au fonctionnement de l'épurateur thermique régénératif. Aucun traitement alternatif n'est prévu en cas de dysfonctionnement. L'exploitant transmettra l'extraction du suivi de la mesure en continu de la température au sein de l'oxydateur depuis le 1er janvier 2021 jusqu'à la panne."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article 3.2.2 : "</p> <table border="1"><thead><tr><th>N° de conduit</th><th>Installations raccordées</th><th>Puissance ou capacité maximale</th><th>Combustible</th></tr></thead><tbody><tr><td>1 (sortie épurateur thermique régénératif)</td><td>3 imprimeuses</td><td>30 000 Nm³/h</td><td>Gaz naturel</td></tr></tbody></table> <p>Le fonctionnement des imprimeuses est asservi au fonctionnement de l'épurateur thermique régénératif."</p>				N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité maximale	Combustible	1 (sortie épurateur thermique régénératif)	3 imprimeuses	30 000 Nm ³ /h	Gaz naturel
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité maximale	Combustible								
1 (sortie épurateur thermique régénératif)	3 imprimeuses	30 000 Nm ³ /h	Gaz naturel								
Constats : <p>L'exploitant précise qu'au moment de l'inspection le 03/09/2025, l'oxydateur est en fonctionnement. Toutefois, la récupération de la température de l'oxydateur n'est pas possible techniquement selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant précise qu'il est en train de préparer une procédure en cas de panne ou dysfonctionnement de l'oxydateur, et présente à l'équipe d'inspection le projet de cette procédure. L'équipe d'inspection remarque par sondage que ce projet de procédure prévoit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'information des autorités en cas de panne (dont l'inspection des installations classées);- la mise en place de mesures temporaires de limitation d'activité ("limiter le nombre de machines en fonctionnement, la plage horaire et l'amplitude horaire de travail"). <p>Compte-tenu que le fonctionnement des imprimeuses n'est pas asservi au fonctionnement de</p>											

l'oxydateur, la non-conformité relevée le 30/03/2022 est maintenue.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le fonctionnement des imprimeuses est asservi au fonctionnement de l'épurateur thermique régénératif.</p> <p>L'exploitant peut, comme prévu à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, solliciter un aménagement de cette prescription avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Dispositions générales sur les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/10/2022
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"L'exutoire associé à la laveuse n'est pas encadré par l'arrêté préfectoral et ne permet pas une bonne diffusion des émissions. Les émissions de cet exutoire n'ont pas été évaluées (contrôle des émissions canalisées à contrôler et émissions diffuses à évaluer). L'exploitant doit transmettre un planning de raccordement du rejet à l'oxydateur."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article</p> <p>Art 3.2.1 « Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise qu'en l'état actuel des installations, le raccordement des rejets atmosphériques de la laveuse à l'oxydateur n'est pas possible. Il précise toutefois que la laveuse n'est pas un équipement qui fonctionne en continu.</p> <p>Il précise également avoir sollicité un devis à l'APAVE pour quantifier les émissions associées à la laveuse. Il présente à l'inspection le bon de commande n°11052475 du 04/09/2025 associé à la prestation de contrôle des rejets atmosphériques de la laveuse. Il précise que la laveuse n'est pas intégrée dans le plan de gestion de solvants du site à l'heure actuelle.</p> <p>Par courriel du 01/10/2025, l'exploitant précise que le contrôle des émissions canalisées de la laveuse a été décalé au 03/12/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte-tenu des éléments susmentionnés, la non-conformité relevée le 30/03/2022 est maintenue et modifiée comme suit:</p> <p>L'exutoire associé à la laveuse n'est pas encadré par l'arrêté préfectoral et ne permet pas une bonne diffusion des émissions.</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> réaliser le contrôle des émissions canalisées et diffuses de la laveuse (au point canalisé et diffuses dans le cadre du plan de gestion de solvants); présenter à l'inspection les conditions de rejet des émissions canalisées de la laveuse, et/ou, le cas échéant, transmettre un planning de raccordement du rejet de la laveuse à l'oxydateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2007, article 9.2.1.1																					
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique																					
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/11/2022																					
Prescription contrôlée : <p><u>Non-conformité relevée lors de l'inspection du 30/03/2022 :</u></p> <p>"La fréquence de contrôle (semestrielle) des rejets atmosphériques n'est pas respectée."</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°07-170/DDD du 3 décembre 2007</u></p> <p>Article</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <table border="1"><tr><td>Rejet n°1 : sortie épurateur thermique régénératif</td></tr></table>	Rejet n°1 : sortie épurateur thermique régénératif																				
Rejet n°1 : sortie épurateur thermique régénératif																					
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Autosurveillance</th><th>Prelèvements et analyses par un organisme compétent</th></tr></thead><tbody><tr><td>Débit</td><td>/</td><td></td></tr><tr><td>Température incinérateur</td><td>Mesure en continu</td><td></td></tr><tr><td>NO_x en équivalent NO₂</td><td>/</td><td>Semestrielle</td></tr><tr><td>CH₄</td><td>/</td><td></td></tr><tr><td>CO</td><td>/</td><td></td></tr><tr><td>COV non méthanique exprimé encarbonate total</td><td></td><td></td></tr></tbody></table>	Paramètre	Autosurveillance	Prelèvements et analyses par un organisme compétent	Débit	/		Température incinérateur	Mesure en continu		NO _x en équivalent NO ₂	/	Semestrielle	CH ₄	/		CO	/		COV non méthanique exprimé encarbonate total		
Paramètre	Autosurveillance	Prelèvements et analyses par un organisme compétent																			
Débit	/																				
Température incinérateur	Mesure en continu																				
NO _x en équivalent NO ₂	/	Semestrielle																			
CH ₄	/																				
CO	/																				
COV non méthanique exprimé encarbonate total																					
Constats : <p>L'exploitant précise que les derniers contrôles des rejets atmosphériques du site ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none">• le 09/07/2024 par la société APAVE																					

- le 03/07/2025 par la société APAVE

et que le prochain contrôle est planifié le 22/10/2025 (décalé au 3/12/2025 selon le courriel du 01/10/2025 de l'exploitant).

L'inspection remarque que la fréquence de contrôles (semestrielle) n'a pas été respectée en 2024, mais pourra l'être en 2025 si l'intervention du 3/12/2025 a eu lieu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés au dernier contrôle de surveillance des rejets atmosphériques de son installation.

L'équipe d'inspection rappelle l'exploitant qu'une périodicité semestrielle pour la réalisation de ces analyses est prévue par l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2007.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Code de l'environnement Article R. 181-46 "II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45."
Constats : En 2017, l'exploitant a été mis en demeure de régulariser sa situation administrative, en raison d'un dépassement des quantités autorisées en solvants sur le site. Le dossier de régularisation a été déposé le 7 janvier 2019. En 2021, l'exploitant a transmis son dossier de réexamen IED (référence: EN1D1/21/319 du 30/11/2021). Toutefois, l'instruction de ce dossier par l'inspection des installations classées a mis en évidence des incohérences entre les activités déclarées dans ce dossier et celles faisant l'objet de la régularisation dans le dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction. Lors de l'inspection du 03/09/2025, l'exploitant a précisé souhaiter réaliser dans un premier temps un travail de mise à jour de l'activité du site (certaines activités ont pu évoluer depuis 2019, et les volumes des activités également), afin d'évaluer si : <ul style="list-style-type: none">• la consommation de solvant pour laquelle le site est autorisé correspond aux niveaux actuels d'activité,• le classement des activités au titre des ICPE, notamment pour la rubrique 2450 est toujours d'actualité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter à l'inspection un dossier de porter à connaissance dans lequel : <ul style="list-style-type: none">• sont détaillées les modifications apportées au site depuis l'arrêté d'autorisation de 2007, notamment la zone de stockage de peintures ;• une mise à jour du classement ICPE du site est proposée ;• une analyse des modifications apportées est proposée selon les étapes décrites dans la

note du 21/12/2021 abrogeant la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, disponible sur : https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2023-02/note_modifs_20211220.pdf

- le cas échéant, la mise à jour du dossier de réexamen IED du 30/11/2021 si les modifications d'activités conduisent à une situation différente de celle présentée dans ce dossier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois